

LA JOURNÉE DU 28 JUIN

LES jours qui viennent vont être décisifs. Un échec de la négociation aurait des conséquences incalculables : la guerre intensifiée pour longtemps, les chances du fascisme renforcées en France. Or, le clan ultra ne désarme pas, et, jusque dans les antichambres ministérielles, jusque dans le gouvernement, multiplie les embûches. A Alger, pendant ce temps, dans l'Armée, parmi les Européens d'Algérie, on attend la réaction de l'opinion française, tandis que les activistes préparent leurs batteries. On voit dans ces conditions l'enjeu des luttes actuelles, de la journée du 28 juin et des jours qui vont suivre. Seule une très puissante manifestation de la Volonté de l'opinion publique peut peser d'un poids suffisant pour faire réussir la négociation. Rien de plus dangereux aujourd'hui que l'attentisme, alors que les adversaires de la paix sont à l'œuvre pour empêcher que l'immense espoir qui est né lundi dans la profondeur des masses du peuple algérien et du peuple français ne devienne une réalité.

Le Comité de Coordination vient de réaffirmer son appel pour le 28 juin en soulignant combien cette journée tombait à point nommé. Déjà dans de très nombreux départements l'action est préparée en commun soit par des cartels syndicaux, soit par des comités de coordination départementaux, soit encore par des groupements et organisations unis autour de ce but commun. Nous donnons ci-dessous quelques exemples de ces actions.

UNE FORCE NOUVELLE

D'AUCUNS prétendent qu'avant de prononcer un discours, le 14 juin, le général De Gaulle a pris le soin d'interroger ses experts sur l'état de l'opinion publique. S'ils ont rempli leur tâche avec objectivité, ses informateurs ont dû lui apprendre que le peuple de France commençait de donner, par endroit, des signes indiscutables d'impatience dont la meilleure preuve était la multiplication dans le pays de cartels d'action créés à l'initiative des organisations syndicales ouvrières, étudiantes, enseignantes et parfois paysannes.

Si l'Elysée affecte de mépriser l'agitation des partis politiques, il paraît porter plus d'attention aux remous du mouvement syndical, dont les gens avertis disent qu'il est un baromètre sérieux. Or, depuis quelque temps, après avoir été variable, la tendance du baromètre est à l'orage.

L'exemple de la manifestation de rue de Grenoble, le 10 juin, sera très largement suivi. Les meetings, les délégations, doivent déboucher sur des manifestations puissantes qui, dans le calme, montrent quelle est la volonté réelle du peuple français.

Les efforts menés depuis des semaines pour l'intensification de la lutte contre la guerre ont permis d'obtenir de premiers succès. Il est possible, sur cette base, d'aller plus loin avec des manifestations publiques. Ainsi, les forces de paix montreront qu'elles sont capables d'esprit offensif, sans attendre, comme le 13 mai ou le 24 janvier, que le premier coup soit porté par les ultras.

Aujourd'hui, l'action menée en France contre la guerre d'Algérie est devenue un fait positif qui entre en ligne de compte dans la balance des forces, avec bien entendu, la lutte menée par le peuple algérien et la pression internationale. Il est très important pour l'avenir de nos deux peuples que ce fait soit sensible au peuple algérien et que Ferhat Abbas puisse lui dire aujourd'hui : « En France même, les forces démocratiques se renforcent chaque jour et réclament avec plus de dynamisme et de conviction le règlement négocié du problème algérien ». Voilà l'enjeu du 28 juin et des luttes que nous devons mener dans les jours qui viennent pour le succès des négociations.

Jean VERLHAC

Les jeunes, les enseignants, les grandes fédérations ouvrières et certains secteurs de l'agriculture manifestent simultanément une hostilité croissante à la guerre d'Algérie, dénonçant ses conséquences humaines, économiques et sociales, alertant l'opinion sur les dangers que la poursuite du conflit fait peser sur les restes de démocratie et de liberté que les maîtres du régime n'ont pas encore osé faire disparaître.

En fait, depuis le 24 janvier, les Français ne vivent plus à l'heure d'Alger et la lutte pour la paix emprunte un nouveau visage. De la pétition de principe à l'action, de l'action à l'unité d'action la protestation grandit et menace directement la tranquillité dédaigneuse de nos gouvernants. Dans les hautes sphères, on enregistre avec irritation ce phénomène qui, venant à peine de s'amorcer, se développe rapidement à telle enseigne que la presse semi-officielle y fait écho.

Le mouvement qui gagne, de proche en proche, toutes les couches populaires de la nation, est un fait nouveau qu'il convient de ne pas classer parmi les rituels de gauche qui, jusqu'alors, ont donné au gouvernement la bonne

conscience de la fausse démocratie. Il y a là, en germe, la remise en cause des institutions actuelles, voire des structures mêmes de la société capitaliste française.

L'expérience

du Puy-de-Dôme

L'expérience du Puy-de-Dôme est, à ce point de vue, significative. Il semble, en effet, qu'il ait été un des premiers départements où le comité intersyndical ait senti le besoin de ne pas se limiter au problème algérien et de prendre appui sur celui-ci pour entreprendre une révision globale du système.

Les cheminées d'usines sont plantées ici, au cœur d'une région à vocation agricole. Les bâtisses grises des manufactures de pneumatiques grignotent les terres cultivables et on travaille son champ « en bleu » marqué du timbre Michelin. L'interpénétration des deux mondes, ouvrier et paysan, est une caractéristique locale essentielle qu'il ne faut pas oublier si l'on veut saisir la signification de ce qui se dit et se fait au comité intersyndical.

Certes écrire que celui-ci s'emploie, d'ores et déjà, à étudier les questions débordant le cadre d'une actualité immédiate et exigeante serait l'accuser d'irréalisme. Il faut d'abord en terminer avec la guerre. C'était bien là, en effet, le seul but que la première formule du cartel s'était proposé d'atteindre. Lorsque le 24 janvier le S.N.I., la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N. et les étudiants de l'A.G. (F.O. se suffisant à elle-même), se sont réunis et ont fixé, ensemble, les modalités d'une action commune pour la défense des libertés et l'ouverture de négociations avec les combattants algériens, ils n'entrevoyaient pas d'élargir leur champ d'activité à d'autres problèmes dont les solutions paraissaient devoir rester du domaine de chaque organisation, compte tenu de son orientation propre. En adhérant au cartel, la Confédération générale de l'agriculture, tout en s'associant sans réserve à la lutte pour la Paix, tenait à faire savoir qu'elle n'entendait pas borner sa collaboration à l'affaire algérienne. Elle désirait voir se nouer dans l'action des liens nouveaux entre les différentes couches de la population laborieuse représentée au sein du comité. Elle souhaitait une meilleure compréhension mutuelle des préoccupations de chacun, et démontrait les similitudes d'intérêt des salariés de l'industrie et du commerce, des paysans, des enseignants et des étudiants. Elle espérait surtout la définition d'une plateforme commune qui entraînerait à l'usine, à l'université comme aux champs les mêmes hommes dans le même combat pour une amélioration du sort de tous. Il serait injuste de croire que les autres organisations ont été prises au dépourvu. Ce que la CGA a proposé, d'autres en avaient, plus ou moins confusément, le sentiment. L'ordre d'urgence, mais aussi les barrières qui se dressaient entre les centrales n'avaient pas permis d'aborder le sujet.

Bien sûr, dans le passé, on s'était uni pour d'autres sujets que l'Algérie. C'est ainsi qu'on avait défendu, de concert, la sécurité sociale, qu'on avait revendiqué une augmentation générale des salaires, qu'on s'était insurgé contre les atteintes aux libertés... Mais cela de façon occasionnelle, sans lendemain. Après avoir sacrifié à l'unité d'action, on retournait satisfait à ses habitudes et à ses querelles. L'intervention des agriculteurs destine désormais le comité à autre chose qu'un simple organe de circonstances qui se réunit chaque fois qu'apparaissent à Alger de nouvelles menaces et qu'il est presque trop tard.

Le 23 juin un grand meeting public rassemble côte à côte

les paysans et les travailleurs des autres syndicats. C'est la première fois dans les annales du Puy-de-Dôme que se produit une telle rencontre d'hommes qui jusqu'à ce jour se côtoyaient mais s'ignoraient. Le fait est assez important pour qu'il fasse réfléchir. Quant à nous, nous sommes convaincus qu'il exprime l'aspiration profonde des masses de notre région et, au-delà, de celles du pays tout entier. Tous les espoirs sont permis lorsque le front des travailleurs est sans faille.

Georges SERVENT.

Le Centre National de coordination pour la Paix en Algérie salue comme un grand espoir de paix l'annonce de la prise de contact entre le Gouvernement français et le G.P.R.A.

Un pas en avant considérable est ainsi fait vers un règlement pacifique du problème algérien.

Les jours qui viennent ont une importance décisive pour la paix. Dès maintenant la vigilance s'impose car les forces qui s'acharnent depuis des années à faire obstacle à toute solution négociée multiplient les manœuvres, les intrigues et les pressions, avec certaines complicités de la part du pouvoir, comme en témoigne l'autorisation du Colloque ultra de Vincennes alors que le Congrès du 12 juin pour la Paix en Algérie avait été interdit.

C'est pourquoi le grand mouvement qui s'affirme à travers le pays en faveur de la paix immédiate, et qui a déjà contribué à ce premier pas en avant, doit s'intensifier encore. La Journée Nationale d'action du 28 juin doit permettre d'exprimer l'immense volonté de paix du peuple français.

Afin de faire échec aux manœuvres de tous les adversaires de la paix, afin d'imposer qu'une véritable négociation s'engage pour le cessez-le-feu et les garanties qui permettront au peuple algérien d'exercer librement le droit à l'autodétermination, le Centre de Coordination renouvelle son appel pour que le 28 juin s'exprime, sous les formes décidées lors des Assises Nationales du 12 juin, dans les villes, les villages, les entreprises, la volonté des Français d'en finir avec la guerre.

Pour le succès des négociations, tous à l'action dans l'union la plus large.

ACCORDS ET CARTELS

• VIENNE. A Poitiers s'est formé un centre départemental de coordination pour la paix en Algérie, qui avait envoyé une délégation à Paris pour le dimanche 12 juin et qui a protesté contre l'interdiction du Congrès, tout en décidant l'intensification de la lutte.

Un meeting aura lieu à Poitiers, à la maison du peuple, le 28 juin à 18 heures, auquel prendront la parole les représentants des divers mouvements, c'est-à-dire actuellement : le P.S.U., le P.C., la C.G.T., le S.G.E.N., la Ligue des Droits de l'Homme, l'Association Générale des Etudiants, le Mouvement de la Paix, l'U.E.C., l'U.E.F., l'Association Syndicale des Familles. Le centre départemental est en contact avec un certain nombre d'autres organisations qui envisagent de s'y joindre.

A la manufacture de Châtellerault, C.G.T., C.F.T.C. et C.G.T.-F.O. ont constitué un front syndical pour le soutien de cette action.

• **MOSELLE**, les représentants de l'U.D. C.G.T., de la F.E.N., (S.N.I., S.N.E.S., S.N.E.T.) du S.G.E.N. (C.F.T.C.) de l'U.N.E.F. se sont réunis à Metz et ont décidé de lancer cet appel commun aux travailleurs mosellans :

Le retour de la paix en Algérie ne peut résulter que d'une négociation avec ceux contre lesquels on se bat, tout accord devra garantir le libre choix par les Algériens eux-mêmes des structures politiques, économiques et sociales qu'ils entendent donner à leur pays.

Ils appellent tous les travailleurs mosellans à rester vigilants pour répondre aux directives qui pourront être données par les différentes organisations syndicales représentatives.

• **DROME**. A l'initiative de la section de Valence, un comité s'est constitué pour la lutte contre la guerre d'Algérie. Ce comité très large groupe toutes les organisations de gauche et des personnalités de tous les horizons politiques, religieux et philosophiques. Plus de 1.000 signatures ont été recueillies en quelques jours. La section participera activement à la journée du 28 juin.

• **SAVOIE**. Chambéry : un comité départemental pour la paix en Algérie s'est constitué. Il groupe essentiellement les organisations suivantes : C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., P.C., P.S.U., A.F.O., A.R.A.C., Auberges de Jeunesse, Comité Audin, Comité

Connaissance et Défense de l'Homme, Libre Pensée, Mouvement de la Paix, Amis de l'Express, Amis de Témoignage Chrétien, U.F.F. Par voie de tracts et d'affiches, il lance un appel à la population pour une manifestation de masse sur le boulevard le 28 juin.

• **LOIRE**. Après de multiples contacts, un large carrefour d'organisations syndicales et sociales s'est constitué pour la Paix en Algérie et pour la démocratie.

Il comprend notamment la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., la Fédération des Œuvres Laïques, plusieurs associations familiales, le Mouvement de la Paix, le M.L.O., l'Action Civique Non-Violente, l'Association des Anciens d'Algérie, la Fédération des Officiers de Réserve Républicains, la J.O.C, Vie Nouvelle, la Libre-Pensée, l'Union des Femmes Françaises, un groupe d'agriculteurs, etc..

A part l'absence de Force-Ouvrière, on voit qu'une unité très large a été réalisée. Ce carrefour prépare activement une grande manifestation pour le mardi 28 juin. Plusieurs partis politiques ont demandé à adhérer au Carrefour. Le P.S.U. continue sa propre action et a diffusé un tract.

Le P.S.U. qui a pris de nombreux contacts dans le souci de favoriser l'unité la plus large possible reste en liaison avec les partis de gauche qui approuvent l'action du Carrefour.